



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 77.500/2
du 17 mars 2025

advies 77.500/2
van 17 maart 2025

sur

over

un projet d'arrêté ministériel
'modifiant le chapitre
« B. Neurochirurgie » de la
liste jointe comme annexe 1^{re} à
l'arrêté royal du 25 juin 2014
fixant les procédures, délais et
conditions en matière
d'intervention de l'assurance
obligatoire soins de santé et
indemnités dans le coût des
implants et des dispositifs
médicaux invasifs'

een ontwerp van ministerieel
besluit 'tot wijziging van
hoofdstuk "B. Neurochirurgie"
van de lijst, gevoegd als
bijlage 1 bij het koninklijk
besluit van 25 juni 2014 tot
vaststelling van de procedures,
termijnen en voorwaarden
inzake de tegemoetkoming
van de verplichte verzekering
voor geneeskundige
verzorging en uitkeringen in
de kosten van implantaten en
invasieve medische
hulpmiddelen'

Le 18 février 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté ministériel 'modifiant le chapitre « B. Neurochirurgie » de la liste jointe comme annexe 1^{re} à l'arrêté royal du 25 juin 2014 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des implants et des dispositifs médicaux invasifs'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 17 mars 2025. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section, et Benoît LAGASSE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 mars 2025.

*

Op 18 februari 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Armoedebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van ministerieel besluit 'tot wijziging van hoofdstuk "B. Neurochirurgie" van de lijst, gevoegd als bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 25 juni 2014 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van implantaten en invasieve medische hulpmiddelen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 17 maart 2025. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd, en Benoît LAGASSE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 maart 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Il y a lieu de préciser que c'est l'alinéa 4 de l'article 35septies/6 de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994' (ci-après : la « loi coordonnée ») qui constitue le fondement juridique de l'arrêté en projet.

Compte tenu de ce que le projet prévoit également le traitement de données à caractère personnel, il y a lieu aussi de viser, au titre de fondement juridique, l'article 35septies/1, § 2, alinéa 3, et l'article 35septies/8, alinéa 3, de la même loi, tels qu'ils ont été insérés respectivement par les articles 2 et 4 de la loi du 20 novembre 2022 'portant des modifications relatives aux prestations de santé en matière de dispositifs médicaux et d'implants'.

En conséquence, l'alinéa 1^{er} sera rédigé comme suit :

« Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 35septies/1, § 2, alinéa 3, inséré par la loi du 20 novembre 2022, l'article 35septies/6, alinéa 4, inséré par la loi du 30 octobre 2018 et l'article 35septies/8, alinéa 3, inséré par la loi du 20 novembre 2022 » ¹.

2. À l'alinéa 2, il y a lieu de viser également l'article 14 de l'arrêté royal du 25 juin 2014 'fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des implants et des dispositifs médicaux invasifs'.

3. Dans son avis 77.141/2 ², la section de législation a indiqué :

« 2. L'alinéa 3 du préambule fait référence à la 'proposition définitive de la Commission de remboursement des implants et des dispositifs médicaux invasifs du 23 mai 2024'.

¹ Pour une observation similaire, voir l'avis 77.141/2 donné le 20 novembre 2024 sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 4 décembre 2025 'modifiant le chapitre « L. Orthopédie et traumatologie » de la liste jointe comme annexe 1^{re} à l'arrêté royal du 25 juin 2014 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des implants et des dispositifs médicaux invasifs'.

² *Ibidem*.

L'article 35septies/6, alinéa 4, de la loi coordonnée invite le Roi à préciser les 'cas' dans lesquels le Service des soins de santé de l'Institut (ci-après : le 'Service') peut présenter au ministre des modifications à la liste, 'après avis de la Commission de remboursement des implants et des dispositifs médicaux invasifs', 'en vue d'assurer une plus grande cohérence entre les modalités de remboursement ou dans le cadre de simplifications administratives, et pour autant qu'il s'agisse de modifications n'ayant aucun effet sur le groupe cible et les indications déjà remboursables'.

Cette procédure est organisée par l'article 178/1 de l'arrêté royal du 25 juin 2014 'fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des implants et des dispositifs médicaux invasifs', qui dispose :

'Le Service propose les adaptations de la liste ou d'une liste nominative respectivement au Ministre ou au Comité de l'assurance après avis de la Commission de remboursement des implants et des dispositifs médicaux invasifs, sous la forme d'une proposition motivée définitive, en cas d'initiatives qui ne concernent que des simplifications administratives et/ou une plus grande cohérence au niveau des modalités de remboursement. La Commission décide au préalable si l'initiative du Service est traitée et veille à ce que le groupe cible et les indications déjà remboursées restent inchangés'.

C'est donc au Service qu'il appartient d'abord d'initier la procédure et ensuite de proposer définitivement et de manière motivée l'adaptation technique au ministre, après avis de la Commission.

Il ne ressort pas du dossier transmis à la section de législation que cette procédure a été formellement respectée : il apparaît en effet que c'est la Commission de remboursement qui a approuvé formellement la proposition définitive motivée sur laquelle s'est *in fine* prononcé le Ministre ³.

[...]

À la différence d'autres dossiers où il appartient en effet à la Commission de remboursement de proposer définitivement la modification de la liste (par exemple, les adaptations de la liste réalisées par le ministre à la demande d'un tiers en vertu de l'article 35septies/2 de la loi coordonnée ⁴), c'est le Service qui est chargé de dresser cette proposition définitive, sur la base de l'avis préalable de la Commission dans le cadre de l'article 35septies/6 de la même loi.

Si la section de législation peut concevoir que les libertés prises avec le texte sont justifiées par des raisons pratiques, il convient, sauf à la modifier, de respecter la procédure instituée par le législateur, ce qui implique deux conséquences concrètes :

– le demandeur d'avis doit veiller à distinguer le temps de l'avis et celui de la proposition motivée définitive, ce qui doit ressortir des pièces transmises au Conseil d'État ;

³ Note de bas de page 1 de l'avis cité : Voir les mots « Les membres de la Commission sont priés d'approuver la proposition définitive formulée ci-après ». La « notification » de la décision positive du Ministre au Service confirme que c'est la Commission qui formule la proposition définitive motivée sur laquelle il se prononce et aux motifs de laquelle il se joint.

⁴ Note de bas de page 2 de l'avis cité : Ajout, modification d'une prestation et de ses conditions de remboursement. Pour une illustration, voir le projet d'arrêté ministériel faisant l'objet de l'avis 77.139/2 donné ce jour.

– de l'accord du délégué, l'alinéa faisant référence à cette procédure sera rédigé à l'avenir comme suit :

‘Vu l'avis de la Commission de remboursement des implants et des dispositifs médicaux invasifs et la proposition définitive du Service des soins de Santé de l'Institut du XXX’ ».

La même observation peut être formulée en l'espèce.

L'alinéa 3, consacré à l'avis de la Commission de remboursement des implants et des dispositifs médicaux invasifs, sera, comme en a convenu la déléguée, rédigé comme suit :

« Vu l'avis de la Commission de remboursement des implants et des dispositifs médicaux invasifs et la proposition définitive du Service des soins de Santé de l'Institut du 24 octobre 2024 ; ».

4. L'alinéa 7 sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis 77.500/2 du Conseil d'État, donné le 17 mars 2025, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; ».

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. L'auteur du projet indiquera la date du dernier arrêté ministériel ayant modifié le chapitre « B. Neurochirurgie » de la liste jointe comme annexe 1^{re} à l'arrêté royal du 25 juin 2014 ⁵.

2. À l'alinéa 2 du point 7 en projet (« Traitement des données ») de la condition de remboursement B-§01, il convient de renvoyer à l'article 35septies/8, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi [et non à l'article 35 septies/8, 1^o, de la loi] ⁶. La même remarque vaut pour l'alinéa 2 du point 7 en projet (« Traitement des données ») de la condition de remboursement B-§03 et pour l'alinéa 2 du point 7 en projet (« Traitement des données ») de la condition de remboursement B-§12.

3. À l'alinéa 3 du point 7 en projet (« Traitement des données ») de la condition de remboursement B-§01, mieux vaudrait écrire « effectué comme mentionné à [...] » au lieu de « effectué tels que mentionnés à » ⁷. La même remarque vaut pour l'alinéa 3 du point 7 en projet

⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 113, d), qui précise qu'il convient de citer uniquement les modifications antérieures spécifiques aux divisions à modifier.

⁶ Voir notamment l'avis 77.371/2 donné le 27 janvier 2025 sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 24 février 2025 'modifiant le chapitre « B. Neurochirurgie » de la liste et les listes nominatives jointes comme annexes 1 et 2 à l'arrêté royal du 25 juin 2014 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des implants et des dispositifs médicaux invasifs'.

⁷ *Ibidem*.

(« Traitement des données ») de la condition de remboursement B-§03 et pour l'alinéa 3 du point 7 en projet (« Traitement des données ») de la condition de remboursement B-§12.

4. Concernant la condition de remboursement B-§03, l'auteur du projet examinera la question de savoir s'il n'y a pas lieu, à l'alinéa 4 du point 7 en projet (« Traitement des données ») de mentionner également le 4^o de l'article 35septies/11 de la loi coordonnée étant donné que cette condition de remboursement prévoit des enregistrements vidéos.

5. La version française du dernier alinéa du point 2.1 en projet (« Critères d'inclusion ») de la condition de remboursement B-§12 sera revu à la lumière de sa version néerlandaise.

6. La condition de remboursement B-§12 en projet contient un point 4.1.2 sans contenir de point 4.1.1. La structure du projet sera revue à la lumière de cette observation en n'oubliant pas de modifier, le cas échéant, le renvoi opéré au point 4.1 à l'alinéa 2 du point 4.2 (« Remplacement ») de la condition de remboursement B-§12.

Article 2

Afin de permettre aux intéressés de bénéficier d'un délai d'au moins dix jours pour prendre connaissance de l'arrêté et pour s'y conformer, mieux vaudrait prévoir que l'arrêté entre en vigueur « le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge* »⁸.

*

⁸ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 152.1.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Er dient nader bepaald te worden dat het ontworpen besluit rechtsgrond ontleent aan het vierde lid van artikel 35septies/6 van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’ (hierna: de “gecoördineerde wet”).

Gelet op het feit dat het ontwerp eveneens voorziet in de verwerking van persoonsgegevens, dienen als rechtsgrond ook artikel 35septies/1, § 2, derde lid, en artikel 35septies/8, derde lid, van dezelfde wet vermeld te worden, zoals ze respectievelijk ingevoegd zijn bij de artikelen 2 en 4 van de wet van 20 november 2022 ‘houdende wijzigingen betreffende geneeskundige verstrekkingen op het gebied van medische hulpmiddelen en implantaten’.

Het eerste lid moet bijgevolg als volgt gesteld worden:

“Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 35septies/1, § 2, derde lid, ingevoegd bij de wet van 20 november 2022, artikel 35septies/6, vierde lid, ingevoegd bij de wet van 30 oktober 2018 en artikel 35septies/8, derde lid, ingevoegd bij de wet van 20 november 2022”.¹

2. In het tweede lid dient eveneens verwezen te worden naar artikel 14 van het koninklijk besluit van 25 juni 2014 ‘tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van implantaten en invasieve medische hulpmiddelen’.

3. In advies 77.141/2² heeft de afdeling Wetgeving het volgende gesteld:

“2. In het derde lid van de aanhef wordt verwezen naar het ‘definitieve voorstel van de Commissie Tegemoetkoming Implantaten en Invasieve Medische Hulpmiddelen van 23 mei 2024’.

¹ Zie voor een soortgelijke opmerking advies 77.141/2 van 20 november 2024 over een ontwerp dat geleid heeft tot het ministerieel besluit van 4 december 2025 ‘tot wijziging van hoofdstuk “L. Orthopedie en traumatologie” van de lijst, gevoegd als bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 25 juni 2014 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van implantaten en invasieve medische hulpmiddelen’.

² *Ibidem*.

Volgens artikel 35septies/6, vierde lid, van de gecoördineerde wet dient de Koning te bepalen in welke ‘gevallen’ de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Instituut (hierna: de ‘Dienst’) wijzigingen van de lijst kan voorstellen aan de minister ‘na advies van de Commissie Tegemoetkoming Implantaten en Invasieve Medische Hulpmiddelen’, ‘met het oog op het verhogen van de coherentie tussen de vergoedingsmodaliteiten of met het oog op administratieve vereenvoudigingen, en voor zover het wijzigingen betreft die geen invloed hebben op de doelgroep en de reeds vergoedbare indicaties’.

Die procedure wordt geregeld in artikel 178/1 van het koninklijk besluit van 25 juni 2014 ‘tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van implantaten en invasieve medische hulpmiddelen’, dat bepaalt:

‘De Dienst stelt de aanpassingen aan de lijst of nominatieve lijst voor aan respectievelijk de Minister of het Verzekeringscomité na advies van de Commissie Tegemoetkoming van Implantaten en Invasieve Medische Hulpmiddelen, onder de vorm van een gemotiveerd definitief voorstel, in geval van initiatieven die een louter administratieve vereenvoudiging en/of een verhoogde coherentie op niveau van de vergoedingsmodaliteiten beogen. De Commissie beslist bij aanvang of het initiatief van de Dienst wordt behandeld en waakt erover dat de bestaande doelgroep en de reeds vergoedbare indicaties ongewijzigd blijven.’

Het staat dus in eerste instantie aan de Dienst om de procedure op te starten en vervolgens, na advies van de Commissie, een definitieve en gemotiveerde technische aanpassing aan de minister voor te stellen.

Uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving bezorgd is, blijkt niet dat die procedure op vormelijk vlak is nageleefd: klaarblijkelijk is het namelijk de Commissie tegemoetkoming die formeel het gemotiveerde definitieve voorstel heeft goedgekeurd waarover de minister zich in fine heeft uitgesproken.³

(...)

In tegenstelling tot andere dossiers waar het inderdaad aan de Commissie tegemoetkoming staat de wijziging van de lijst definitief voor te stellen (bijvoorbeeld: de aanpassingen van de lijst door de minister op verzoek van een derde, krachtens artikel 35septies/2 van de gecoördineerde wet),⁴ is de Dienst belast met het opstellen van dat definitieve voorstel, op basis van het voorafgaande advies van de Commissie op grond van artikel 35septies/6 van dezelfde wet.

Hoewel de afdeling Wetgeving kan begrijpen dat het om praktische redenen gerechtvaardigd is vrij om te springen met de tekst, dient de door de wetgever vastgestelde procedure te worden nageleefd, tenzij ze wordt gewijzigd. Dat heeft twee concrete gevolgen:

– de adviesaanvrager moet een onderscheid maken tussen het moment waarop het advies gegeven wordt en het moment waarop het gemotiveerde definitieve voorstel wordt gedaan, wat moet blijken uit de stukken die aan de Raad van State zijn bezorgd;

³ Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Zie de woorden “Les membres de la Commission sont priés d’approuver la proposition définitive formulée ci-après.” De “kennisgeving” van de positieve beslissing van de minister aan de Dienst bevestigt dat het de Commissie is die het gemotiveerde definitieve voorstel formuleert, waarover de minister zich uitspreekt en waarvan hij de motivering overneemt.

⁴ Voetnoot 2 van het geciteerde advies: Toevoeging, wijziging van een verstrekking en van de vergoedingsvoorwaarden ervan. Zie bij wijze van voorbeeld het ontwerp van ministerieel besluit waarover vandaag advies 77.139/2 gegeven wordt.

– zoals de gemachtigde heeft bevestigd, moet het lid waarin naar die procedure wordt verwezen, in de toekomst gesteld worden als volgt:

‘Gelet op het advies van de Commissie tegemoetkoming implantaten en invasieve medische hulpmiddelen en het definitieve voorstel van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Instituut van XXX’.

Die opmerking geldt ook in dit geval.

De gemachtigde is het ermee eens dat het derde lid, dat betrekking heeft op het advies van de Commissie Tegemoetkoming Implantaten en Invasieve Medische Hulpmiddelen, als volgt gesteld moet worden:

“Gelet op het advies van de Commissie Tegemoetkoming Implantaten en Invasieve Medische Hulpmiddelen en het definitieve voorstel van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Instituut van 24 oktober 2024;”.

4. Het zevende lid moet als volgt gesteld worden:

“Gelet op advies 77.500/2 van de Raad van State, gegeven op 17 maart 2025, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. De steller van het ontwerp moet de datum vermelden van het laatste ministerieel besluit waarbij hoofdstuk “B. Neurochirurgie” van de lijst gevoegd als bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 25 juni 2014 gewijzigd is.⁵

2. In het tweede lid van het ontworpen punt 7 (“Verwerking van gegevens”) van vergoedingsvoorwaarde B-§01 dient verwezen te worden naar artikel 35septies/8, eerste lid, 1°, van de wet (en niet naar artikel 35septies/8, 1°, van de wet).⁶ Dezelfde opmerking geldt voor het tweede lid van het ontworpen punt 7 (“Verwerking van gegevens”) van vergoedingsvoorwaarde B-§03 en voor het tweede lid van het ontworpen punt 7 (“Verwerking van gegevens”) van vergoedingsvoorwaarde B-§12.

⁵ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 113, d), waarin gesteld wordt dat alleen de wijzigingen genoemd moeten worden die vroeger specifiek in de te wijzigen onderdelen zijn aangebracht.

⁶ Zie met name advies 77.371/2 van 27 januari 2025 over een ontwerp dat geleid heeft tot het ministerieel besluit van 24 februari 2025 ‘tot wijziging van hoofdstuk “B. Neurochirurgie” van de lijst en van de nominatieve lijsten, gevoegd als bijlagen 1 en 2 bij het koninklijk besluit van 25 juni 2014 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van implantaten en invasieve medische hulpmiddelen’.

3. In de Franse tekst schrijve men in het derde lid van het ontworpen punt 7 (“Verwerking van gegevens”) van vergoedingsvoorwaarde B-§01 beter “effectué comme mentionné à (...)” dan “effectué tels que mentionnés à”.⁷ Dezelfde opmerking geldt voor het derde lid van het ontworpen punt 7 (“Verwerking van gegevens”) van vergoedingsvoorwaarde B-§03 en voor het derde lid van het ontworpen punt 7 (“Verwerking van gegevens”) van vergoedingsvoorwaarde B-§12.

4. Wat vergoedingsvoorwaarde B-§03 betreft, moet de steller van het ontwerp nagaan of in het vierde lid van het ontworpen punt 7 (“Verwerking van gegevens”) niet ook het punt 4° van artikel 35septies/11 van de gecoördineerde wet vermeld moet worden, aangezien die vergoedingsvoorwaarde voorziet in video-opnames.

5. De Franse tekst van het laatste lid van het ontworpen punt 2.1 (“Inclusiecriteria”) van vergoedingsvoorwaarde B-§12 moet in het licht van de Nederlandse tekst ervan herzien worden.

6. De ontworpen vergoedingsvoorwaarde B-§12 bevat een punt 4.1.2 maar er is geen sprake van een punt 4.1.1. De structuur van het ontwerp moet in het licht van die opmerking herzien worden en daarbij mag, in voorkomend geval, niet vergeten worden om de verwijzing naar punt 4.1 in het tweede lid van punt 4.2 (“Vervanging”) van vergoedingsvoorwaarde B-§12 te wijzigen.

Artikel 2

Om het voor de betrokkenen mogelijk te maken om over een termijn van ten minste tien dagen te beschikken om van het besluit kennis te nemen en het in acht te nemen zou het beter zijn te bepalen dat het besluit in werking treedt “op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*”.⁸

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRESIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Patrick RONVAUX

⁷ *Ibidem*.

⁸ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 152.1.